

L'intervention collective en environnement, d'Yvan Comeau,
Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 140 p.

Stéphanie Yates

Volume 30, Number 1, 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1006071ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1006071ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Yates, S. (2011). Review of [*L'intervention collective en environnement*, d'Yvan Comeau, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 140 p.] *Politique et Sociétés*, 30(1), 186–188. <https://doi.org/10.7202/1006071ar>

L'intervention collective en environnement

d'Yvan Comeau, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 140 p.

À l'heure de la lutte citoyenne contre les gaz de schiste et de l'adhésion croissante des organisations au concept de développement durable, cet ouvrage s'inscrit dans l'air du temps. À l'aide d'une vingtaine d'études de cas, l'auteur a d'abord pour objectif d'illustrer et de concrétiser la notion d'intervention collective, définie comme une « situation de convergence de plusieurs acteurs [...] dans un projet volontaire commun en fonction d'une cause choisie » (p. 3), en s'attardant sur les particularités de ce mode d'action dans le domaine de l'environnement. Il se propose ensuite d'approfondir certains aspects de cette forme d'action en s'appuyant sur des théories sociologiques. L'approche est résolument militante, la contribution d'Yvan Comeau se voulant une « inspiration » autant qu'un guide pour les activistes environnementaux, les écologistes, les intervenants communautaires et autres leaders de l'action collective. Concrètement, l'ouvrage se divise en quatre chapitres présentant chacun une série de concepts théoriques suivis de leur exemplification, à l'aide de cas récents qui ont eu cours dans les contextes québécois et canadien.

Dans le premier chapitre, l'auteur présente une typologie des actions collectives en environnement. En premier lieu, les *lutttes environnementales* y sont définies comme des « actions non-violentes, fondées sur des valeurs d'équité, de démocratie et de solidarité que mène une organisation, plus ou moins formalisée, afin de promouvoir les droits à un environnement sain, en faisant pression sur les détenteurs d'un pouvoir » (p. 9). En phase avec l'émergence du paradigme de la gouvernance, la *concertation* « réunit des acteurs appartenant aux sphères de l'État, du marché et de la société civile souhaitant à la fois répondre à leurs intérêts particuliers, du moins en partie, et cogérer une ressource naturelle ou les aspects environnementaux d'un territoire, afin d'en assurer la pérennité » (p. 17). Enfin, l'auteur avance que l'intervention collective peut mener à la *constitution d'alternatives environnementales*, caractérisées par de nouvelles formes de production et de consommation. Dans de tels cas, « par la coopération, il devient possible pour un collectif de développer une activité répondant à un besoin ou à un désir dans une perspective écologiste, de s'approprier les technologies et de construire ici et maintenant une autre façon de produire et de consommer » (p. 31).

Ce cadrage initial s'avère utile pour aborder les chapitres subséquents. Toutefois, Yvan Comeau aurait eu avantage à mieux définir comment s'articule la relation entre la lutte et la concertation. Ainsi, bien que « la concertation ne saurait empêcher les associations de la société civile d'adopter des formes d'action conflictuelle » (p. 17), il est difficile d'imaginer une organisation qui serait, pour un même enjeu, à la fois partie prenante d'un mécanisme de concertation auquel participeraient des acteurs étatiques et instigatrice d'actions militantes qui dénoncent les positions de ces mêmes acteurs. Il semble plutôt que les protagonistes de l'action collective doivent choisir leur camp à l'intérieur d'un même espace-temps, ce qui génère inmanquablement des effets sur le plan de leur légitimité, aux yeux des militants comme à ceux des gouvernants.

Le chapitre deux explique comment passer de l'idée à l'émergence de l'action collective. Celle-ci naît d'un manque, d'un désaccord ou d'un conflit (ce que l'auteur associe à la « théorie de la privation »), le tout générant un sentiment de frustration. Pour que cette frustration se transforme en action (plutôt qu'en cynisme), les protagonistes doivent d'abord croire qu'ils ont prise sur la situation et que leurs actions pourront éventuellement se traduire par des résultats concrets. Cette première étape est suivie par la construction d'un cadre d'interprétation, comprenant à la fois le diagnostic (le problème), le pronostic (les solutions proposées) et les arguments faisant valoir l'un et l'autre. En référant notamment aux écrits de David A. Snow, l'auteur souligne que pour qu'il y ait action collective, il doit y avoir un « alignement des cadres » (p. 61), soit une harmonisation entre les interprétations offertes par l'organisation

instigatrice de l'action et celles des individus susceptibles d'y adhérer. L'action collective repose enfin sur la constitution et le maintien d'une identité collective, celle-ci pouvant être de nature territoriale, idéologique ou fondée sur des intérêts mutuels.

Ce deuxième chapitre nous apparaît bien documenté et s'avère fort à propos pour comprendre les dynamiques inhérentes à l'émergence de l'action collective. Seule déception : alors que Comeau énumère une série d'« interférences à la solidarité » (p. 69) – écart entre les représentations des participants à un groupe et le cadre explicatif de la contestation, méfiance à l'endroit des processus de concertation, remise en question de la légitimité des experts auxquels ont recours les parties, constitution d'un groupe militant opposé –, aucune piste concrète n'est proposée pour aider l'intervenant à faire face à ces interférences, ce à quoi le lecteur s'attendrait dans un ouvrage voulant aussi faire office de « guide ». Cela est d'autant plus surprenant que ces interférences, loin d'être banales, peuvent compromettre l'action collective dans son ensemble, comme l'illustre d'ailleurs l'auteur avec plusieurs cas.

Le troisième chapitre est consacré au développement de l'action comme telle, qui s'articule notamment en fonction des contraintes et des opportunités auxquelles fait face une organisation donnée, qu'il s'agisse d'un fort sentiment d'appartenance à la communauté et de la présence de réseaux sociaux préexistants, de la capacité d'agir des autorités politiques ou de la présence d'alliés ou de « corps intermédiaires » (médias, instituts de sondage, centres de recherche). Yvan Comeau se penche ensuite sur la conduite de l'action collective et des aspects organisationnels qui lui sont associés, en traitant du leadership des initiateurs, des différentes rationalités qui expliquent les dynamiques de recrutement et de rétention des participants, du niveau d'engagement de ceux-ci, du financement, ainsi que de la stratégie, des tactiques et des moyens qui peuvent être mis de l'avant. Dans l'ensemble, ce chapitre se révèle un survol utile pour toute personne sur le point d'initier une action collective. Les références, nombreuses et pertinentes, pourront en inciter plusieurs à se documenter davantage sur certains aspects, au besoin.

Le chapitre n'est toutefois pas exempt de faiblesses. Ainsi, compte tenu du rôle majeur du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en tant que corps intermédiaire étant intervenu dans la plupart des luttes environnementales survenues au Québec au cours des dernières années, nous nous serions attendu à ce que l'auteur élabore davantage sur le rôle et le fonctionnement de cet organisme, ainsi que sur les défis auquel il fait face. Plusieurs observateurs se questionnent ainsi régulièrement sur l'impartialité des commissaires, sur le fait que le BAPE n'ait pas accès à des experts indépendants de même que sur la prise en compte de ses recommandations par les gouvernants. Par ailleurs et peut-être de manière encore plus déplorable, la portion du chapitre trois portant sur les manœuvres des adversaires traduit une vision manichéenne de la société, caractéristique d'une époque qui a heureusement fait son temps. Ainsi, plutôt que de concevoir les relations publiques comme une approche favorisant un réel dialogue qui vise une amélioration des projets émanant des acteurs privés, l'auteur les associe plutôt à des stratégies fourbes dont l'objectif est de faire taire les opposants en les amadouant par des manœuvres manipulatrices : « en somme, par diverses attitudes et des gestes conséquents, on espère décourager le groupe écologiste et l'amener à s'épuiser » (p. 101). À l'heure où les entreprises privées, tout comme les gouvernants ET les acteurs de la société civile tentent de définir les paramètres de l'acceptabilité sociale des initiatives émanant du secteur privé, le tout dans une perspective de responsabilité sociale des entreprises, cette vision nous semble carrément dépassée. Sans tomber dans l'angélisme, il serait déplorable que les initiateurs d'action collective adoptent ce biais de méfiance systématique.

Finalement, le quatrième et dernier chapitre s'intéresse au déroulement de l'action collective, en présentant trois pratiques qui, selon Comeau, peuvent être envisagées en fin de parcours, soit le lobbying, la négociation et le recours à l'arbitrage. D'emblée, si la logique de l'arbitrage semble claire, on comprend mal pourquoi le lobbying et la négociation sont abordés

comme étant des manœuvres de dernier recours. D'une part, il nous semble que la négociation, prise au sens large, est inhérente à toute démarche de concertation. D'autre part, l'auteur présente une vision pour le moins contradictoire du lobbying en l'associant à un mode d'influence qui favorise le *dénoûement* d'une action collective, tout en conseillant explicitement de « commencer très tôt les contacts avec un politicien en campagne ou fraîchement élu » (p. 113). En somme, au regard de la complexité de ces mécanismes et des nuances nécessaires à leur juste compréhension, il aurait sans doute été plus heureux de leur consacrer un développement plus substantiel, par exemple en les intégrant aux stratégies d'action présentées au chapitre trois.

En définitive, les intervenants qui souhaitent orchestrer une action collective en environnement trouveront dans cet ouvrage des pistes utiles et des exemples qui pourront potentiellement s'avérer inspirants. Ceux qui sont surtout à la recherche d'un guide pratique risquent toutefois de rester sur leur faim. En se donnant le double objectif d'illustrer l'action collective en environnement et de pousser plus à fond les réflexions théoriques sur le sujet dans le but de fournir un guide encadrant l'action, Yvan Comeau s'est sans doute fixé une mission trop ambitieuse au regard du format de l'ouvrage. Ce constat lapidaire démontre une fois de plus la pertinence de poursuivre les recherches et les publications dans ce domaine.

Stéphanie Yates
 Université du Québec à Montréal
 yates.stephanie@uqam.ca

Produire et reproduire la francophonie en la nommant

sous la dir. de Nathalie Bélanger, Nicolas Garant, Phyllis Dalley et Tina Desabrais, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2010, 364 p.

Les recherches sur les organisations, les réseaux et les réalités internationales demeurent trop souvent enfermées dans des approches classiques qui représentent la réalité observée sous ses aspects institutionnels officiels et à travers des cadres conceptuels traditionnels. La francophonie est ainsi généralement décrite comme l'organisation internationale qui regroupe les locuteurs francophones et qui promeut et défend la représentation, l'intégrité et la richesse de la langue française dans le monde.

Cet ouvrage remet profondément en question les perspectives traditionnelles sur ce qu'est la francophonie, ce qui la « constitue », et sur ce que veut dire « être francophone ». Les réflexions présentées sont guidées par une multitude d'approches théoriques et empiriques s'inspirant principalement de l'analyse socio-discursive et de l'ethnographie, diversement utilisées par les auteurs qui ont participé à l'ouvrage collectif. Cette diversité représente ainsi la richesse du colloque du même nom, organisé à l'Université d'Ottawa en septembre 2007, ayant mené à la rédaction de *Produire et reproduire la francophonie en la nommant*.

En introduction, Nicolas Garant et Nathalie Bélanger proposent de problématiser le concept de francophonie, démarche particulièrement importante en raison des changements et des défis sociopolitiques contemporains et du peu de « prise sur le réel » (p. 11) qu'inspirent les liens interétatiques francophones. Face à ces difficultés, les auteurs proposent plutôt un questionnement sur nos définitions de la réalité francophone et sur les aspects sociaux et relationnels de celle-ci. Cette démarche critique permet, selon eux, de mieux apprécier les « paramètres déterminants de la production et de la reproduction de la francophonie » (p. 14).

L'ouvrage est par la suite divisé selon trois axes, chacun comprenant cinq articles. Le premier axe regroupe des articles présentant une « interrogation sur le rôle des mots, des définitions, des pratiques dans les processus d'inclusion et d'exclusion à l'œuvre au sein de la